



Paris, 27 mars 2019

Objet : Réunion du groupe-pays Algérie de CUF

A Mesdames et Messieurs :

- les Maires
- les Président(e)s des collectivités territoriales
- les fonctionnaires territoriaux

membres du groupe-pays Algérie de C.U.F.

(copie aux autorités algériennes et françaises
associées aux travaux du groupe-pays)

Mesdames et Messieurs les Maires
Mesdames et Messieurs les Président(e)s
Mesdames et Messieurs,

Après la très lente gestation des 3èmes Rencontres algéro-françaises des Maires (1) de mai 2016 à Alger (elles devaient se tenir en 2009 et il a donc fallu attendre 7 années de plus pour que nous puissions les organiser!...) et malgré notre farouche volonté collective d'aller de l'avant, il nous a été impossible d'organiser les 4èmes Rencontres, pourtant prévues pour 2018 à Paris (c'était le vœu clairement exprimé par le ministre algérien de l'intérieur à l'issue de nos travaux de 2016).

Malgré cette impossibilité de mener une véritable action collective, certaines coopérations se sont pourtant poursuivies, voire sont nées durant ces trois dernières années. Nous les avons bien sûr accompagnées chaque fois que de besoin, en veillant toujours à en informer, voire à demander (et à obtenir) l'appui des autorités centrales et des missions diplomatiques des deux pays.

Parallèlement, nous avons participé étroitement aux activités des deux programmes algéro-français dans lesquels nombre d'entre vous se sont engagés sur nos conseils :

- le **programme concerté pluri-acteurs (PCPA) « Joussour »**, initié en 2007 avec l'appui de CUF et d'une quinzaine de collectivités locales des deux pays afin de **renforcer le secteur associatif œuvrant pour l'enfance et la jeunesse**. Le financement de ce programme sur 12 années aura permis des avancées très fructueuses mais il prendra fin en décembre 2019 (les partenaires algériens travaillent déjà à la mise en place d'une nouvelle structure) ;

- le **programme européen « Jesr »** a été plus court dans le temps (2017-2019), il a mobilisé huit collectivités algériennes et françaises autour des **politiques municipales pour et avec la jeunesse** ;

- nous avons aussi tenté, dès 2015, vous vous en souvenez, d'engager nos villes et collectivités dans un autre type de **coopération « pluri-acteurs », tournée vers le développement industriel et technologique des territoires**, en nous rapprochant de la mission interministérielle menée par

Jean-Louis Levet et son homologue algérien Bachir Dehimi depuis 2013. Malheureusement, nous avons appris il y a quelques semaines que les deux gouvernements avaient décidé de mettre un terme, dès janvier 2019, à cette mission.

Après les six belles années 1999-2005 qui ont suivi la relance de la coopération décentralisée entre nos deux pays, nous avons traversé la lente dégradation des années 2005-2012, qui s'est inexorablement poursuivie malgré les timides espoirs de décembre 2012 (2).

Les crises profondes que traversent aujourd'hui, tant la France depuis novembre 2018 que l'Algérie depuis février 2019, portent en elles de légitimes aspirations à la dignité et à la justice. L'urgence est là, il faut écouter ces revendications, il faut les analyser, il faut surtout leur apporter des réponses concrètes... Bref, il faut rendre à nos deux peuples la confiance et l'espoir dans leur avenir. Avec de tels enjeux et dans un tel contexte, il peut paraître vain d'attendre que l'on accorde la même priorité à notre souhait de rénover les modalités de coopération internationale de nos collectivités.

Faut-il pour autant baisser les bras ? Elus et fonctionnaires, nous savons tous, d'expérience, combien l'action publique gagne en pertinence et en efficacité lorsqu'elle a l'intelligence de mobiliser les autres acteurs de nos territoires (secteurs publics de l'éducation et de la santé, universités et centres de recherche, entreprises et associations) et lorsqu'elle s'ouvre à la coopération internationale.

C'est pourquoi je serais très heureux que nous puissions **nous retrouver**, avant l'A.G. nationale de CUF (3) **le jeudi 23 mai 2019, de 14h30 à 17h30, dans les locaux de Cités Unies France** à Paris, pour réfléchir ensemble à ce que pourraient être, à compter de la rentrée de septembre, des relations de coopération décentralisée d'un nouveau type avec les villes et collectivités algériennes.

Je vous assure, Mesdames et Messieurs, de mes sentiments les plus cordiaux.



Georges MORIN
président du groupe-pays Algérie

(1) - Bernard Stasi étant président de CUF, les 1ères Rencontres se sont tenues à Alger, en 1999, sous le double parrainage du ministre algérien de l'intérieur Abdelmalek Sellal et du ministre français des affaires étrangères Hubert Védrine

- Bernard Stasi étant président de CUF, les 2èmes Rencontres se sont tenues cinq ans plus tard à Paris, en 2004, sous le double parrainage du ministre français de la coopération Xavier Darcos et du ministre algérien des collectivités locales Daho Ould-Kablia

- Roland Ries étant président de CUF, les 3èmes Rencontres se sont tenues douze ans plus tard à Alger, en 2016, sous le double parrainage du ministre algérien de l'intérieur Noureddine Bédoui et du ministre français des collectivités territoriales Jean-Michel Baylet

(2) Alors qu'une vingtaine de collectivités françaises menaient encore, en 2005 des partenariats exemplaires avec leurs homologues algériennes, ou n'en compte plus que sept à huit à ce jour.

(3) elle doit se tenir à Dijon le mardi 28 mai 2019